

## LE ROLE MODERATEUR DE LA DIASPORA DANS L'ADOPTION DU FINANCEMENT PARTICIPATIF EN CONTEXTE EMERGENT : UNE ANALYSE THEORIQUE APPLIQUEE AU CAS MAROCAIN

THE MODERATING ROLE OF THE DIASPORA IN THE ADOPTION OF CROWDFUNDING IN EMERGING CONTEXTS : A THEORETICAL ANALYSIS APPLIED TO THE CASE OF MOROCCO.

- **AUTEUR 1** : Houssaine EL QAITI,
- **AUTEUR 2** : Abdelmalek BEKKAOUI,

**(1)**: Laboratoire Universitaire de Recherches en Instrumentation et Gestion des Organisations, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Mohammed 1er – Oujda – Maroc.

**(2)**: Laboratoire Universitaire de Recherches en Instrumentation et Gestion des Organisations, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, Université Mohammed 1er – Oujda – Maroc.



**Conflit d'intérêt** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêt.

**Pour citer cet article** : EL QAITI .H & BEKKAOUI .A (2025) « le role modérateur de la diaspora dans l'adoption du financement participatif en contexte emergent : une analyse theorique appliquee au cas marocain»,

**IJAME : Volume 02, N° 15 | Pp: 319 – 342.**

**Date de soumission** : Juillet 2025

**Date de publication** : Août 2025



**DOI** : 10.5281/zenodo.17091497

**Copyright** © 2025 – IJAME

**RESUME :**

Le financement participatif (crowdfunding) représente une innovation financière majeure dont le potentiel transformatif est particulièrement pertinent pour les économies émergentes confrontées à des défis d'inclusion financière. Cependant, les modèles théoriques actuels d'adoption technologique peinent à capturer les spécificités contextuelles de ces économies, notamment l'influence potentielle des diasporas. Cet article développe un cadre théorique intégrateur qui conceptualise la diaspora non pas simplement comme une source de financement, mais comme une variable modératrice complexe qui transforme qualitativement les relations entre facteurs contextuels (culturels, économiques, réglementaires) et adoption du financement participatif. En mobilisant les théories de l'adoption technologique, les approches institutionnelles et la littérature sur les diasporas, nous identifions quatre mécanismes modérateurs distincts : légitimation internationale, réduction des asymétries d'information, transfert de connaissances et pratiques, et mobilisation des ressources. L'application de ce cadre au contexte marocain révèle comment l'engagement de la diaspora peut catalyser l'adoption du financement participatif en renforçant l'impact positif des facteurs facilitateurs et en atténuant l'influence des barrières contextuelles. Cette conceptualisation enrichit la compréhension théorique des dynamiques d'adoption des innovations financières dans les économies émergentes et offre des implications managériales et politiques pour les différentes parties prenantes de l'écosystème du financement participatif.

**MOTS CLÉS : Financement participatif, diaspora, économies émergentes, Maroc, adoption technologique.**

**ABSTRACT :**

Crowdfunding (participatory financing) represents a major financial innovation whose transformative potential is particularly relevant for emerging economies facing financial inclusion challenges. However, current theoretical models of technology adoption struggle to capture the contextual specificities of these economies, notably the potential influence of diasporas. This article develops an integrative theoretical framework that conceptualizes the diaspora not merely as a source of funding, but as a complex moderating variable that qualitatively transforms the relationships between contextual factors (cultural, economic, regulatory) and crowdfunding adoption. By mobilizing technology adoption theories, institutional approaches, and the literature on diasporas, we identify four distinct moderating mechanisms: international legitimation, reduction of information asymmetries, transfer of knowledge and practices, and resource mobilization. Applying this framework to the Moroccan context reveals how diaspora engagement can catalyze crowdfunding adoption by reinforcing the positive impact of facilitating factors and mitigating the influence of contextual barriers. This conceptualization enriches the theoretical understanding of financial innovation adoption dynamics in emerging economies and offers managerial and policy implications for the various stakeholders in the crowdfunding ecosystem.

**KEYWORDS :** Crowdfunding, diaspora, emerging economies, Morocco, technology adoption, participatory financing.

## 1. Introduction

Le financement participatif, communément désigné par le terme anglais crowdfunding, s'est imposé comme l'une des innovations financières les plus marquantes de ces dernières décennies (Belleflamme et al., 2014; Mollick, 2014). Cette modalité de financement, qui permet de mobiliser les ressources d'une multitude d'individus pour soutenir des projets variés, a connu un essor fulgurant à l'échelle mondiale, comme le démontrent les analyses récentes d'Escudero et ses collaborateurs (2025) et Hoque et ses collaborateurs (2024). Dans un contexte où l'accès au financement traditionnel demeure un défi majeur pour de nombreux entrepreneurs et porteurs de projets, particulièrement dans les économies émergentes, le financement participatif apparaît comme une alternative prometteuse, capable de démocratiser l'accès aux capitaux et de stimuler l'innovation (Afjal & Hossain, 2023). Cependant, malgré son potentiel transformatif, l'adoption du financement participatif dans les économies émergentes reste inégale et souvent limitée par rapport aux économies développées (Adebiyi & Mustapha, 2025). Cette disparité soulève des questions fondamentales sur les facteurs qui influencent l'adoption et le succès de cette innovation financière dans des contextes socio-économiques et culturels distincts. Les modèles théoriques dominants d'adoption technologique, tels que le technology acceptance model (Davis, 1989) ou la unified theory of acceptance and use of technology (Venkatesh et al., 2003), bien qu'utiles, ne capturent pas pleinement les spécificités contextuelles des économies émergentes, notamment l'influence potentielle des diasporas.

Les diasporas, définies comme des communautés transnationales maintenant des liens avec leur pays d'origine, constituent un phénomène particulièrement significatif pour de nombreuses économies émergentes. Au-delà de leur contribution économique directe via les transferts de fonds, les diasporas peuvent jouer un rôle crucial dans le transfert de connaissances, de pratiques et de valeurs (Brinkerhoff, 2009). Dans le contexte spécifique du financement participatif, la diaspora pourrait représenter non seulement une source potentielle de financement, mais également un vecteur de diffusion et d'adoption de cette innovation financière. Pourtant, cette dimension reste largement inexplorée dans la littérature académique. Le Maroc offre un cas d'étude particulièrement pertinent pour explorer cette problématique. Avec une diaspora estimée à plus de cinq millions de personnes selon le ministère des affaires étrangères du Maroc de 2023, principalement établie en Europe et en Amérique du Nord, et des transferts de fonds représentant près de 7% du PIB national (Banque mondiale, 2024), le pays bénéficie d'une connexion diasporique significative. Parallèlement, le Maroc a récemment adopté un cadre réglementaire spécifique pour le financement participatif (loi 15-18),

témoignant d'une volonté politique de développer ce secteur. Cette conjonction de facteurs en fait un terrain fertile pour analyser l'interaction entre engagement diasporique et adoption du financement participatif. Dans ce contexte, notre article vise à répondre à la question de recherche suivante : Dans quelle mesure et par quels mécanismes l'engagement de la diaspora peut-il modérer la relation entre les facteurs contextuels (culturels, économiques et réglementaires) et l'adoption du financement participatif dans les économies émergentes, particulièrement au Maroc ?

Pour répondre à cette question, nous développons un cadre théorique intégrateur qui conceptualise la diaspora comme une variable modératrice complexe influençant les relations entre facteurs contextuels et adoption du financement participatif. En mobilisant les théories de l'adoption technologique, les approches institutionnelles et la littérature sur les diasporas, nous identifions quatre mécanismes modérateurs distincts : légitimation internationale, réduction des asymétries d'information, transfert de connaissances et pratiques, et mobilisation des ressources. Nous appliquons ensuite ce cadre au contexte marocain pour illustrer comment l'engagement de la diaspora peut catalyser l'adoption du financement participatif en renforçant l'impact positif des facteurs facilitateurs et en atténuant l'influence des barrières contextuelles. Notre article contribue à la littérature de plusieurs manières. Il enrichit les modèles théoriques d'adoption des innovations financières en intégrant la dimension diasporique comme variable modératrice, offrant ainsi une perspective plus nuancée et contextualisée. Il conceptualise de manière systématique les mécanismes par lesquels la diaspora influence l'écosystème du financement participatif, comblant ainsi une lacune importante dans la littérature. Il propose un cadre analytique applicable au cas marocain mais potentiellement généralisable à d'autres économies émergentes caractérisées par des diasporas significatives. Sur le plan managérial et politique, notre analyse offre des perspectives précieuses pour les plateformes de financement participatif cherchant à pénétrer les marchés émergents, les décideurs politiques visant à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation financière, et les organisations diasporiques souhaitant contribuer au développement économique de leur pays d'origine.

La suite de cet article est structurée comme suit. La section suivante présente une revue de littérature sur le financement participatif, les théories d'adoption des innovations financières et le rôle économique des diasporas. La section qui suit développe notre cadre conceptuel et formule des propositions théoriques concernant les mécanismes modérateurs de la diaspora. Ensuite, nous appliquons ce cadre au contexte marocain. La section d'après discute les implications théoriques et pratiques de notre analyse, ainsi que ses limites et les perspectives

de recherche future. En dernier lieu, la dernière section conclut en synthétisant les principales contributions de l'article.

## **2. Revue de littérature**

### **2.1. Le financement participatif : émergence et mécanismes**

Le financement participatif, ou crowdfunding, s'est affirmé comme une innovation financière majeure (Belleflamme et al., 2014; Mollick, 2014), transformant les modes de collecte de fonds grâce aux plateformes numériques (Ordanini et al., 2011). Son essor mondial, documenté par des revues de littérature récentes et exhaustives (Escudero et al., 2025; Hoque et al., 2024), repose sur la capacité à mobiliser une multitude d'individus pour financer des projets variés. Cette approche, bien que s'inspirant de pratiques communautaires anciennes, tire sa force de l'infrastructure digitale contemporaine, offrant une alternative significative aux circuits de financement traditionnels, particulièrement dans les économies émergentes où l'accès au capital reste un défi (Afjal & Hossain, 2023; Ahmed, 2025).

La diversité des modèles constitue une caractéristique clé du financement participatif. La typologie classique distingue le don (sans contrepartie financière), la récompense (contrepartie non financière), le prêt (peer-to-peer lending) et l'investissement en capital (equity crowdfunding) (Mollick, 2014; Ahlers et al., 2015). Des analyses récentes se sont penchées sur les spécificités de ces modèles, notamment le financement participatif à retour financier (Martínez-Climent et al., 2023). Au-delà, le champ s'enrichit constamment de nouvelles formes, telles que le financement participatif immobilier, celui basé sur la technologie blockchain qui soulève des questions spécifiques (Xu & Wang, 2025; Kshetri, 2023; Martínez-Climent & Costa-Climent, 2025), ou encore le financement participatif islamique, qui adapte les mécanismes aux principes éthiques et religieux (Abdullah & Oseni, 2023; Achsien & Purnamasari, 2022; Biancone & Secinaro, 2024). Cette plasticité démontre la capacité du financement participatif à s'adapter à des contextes culturels et réglementaires variés (Rama et al., 2022).

L'écosystème du financement participatif repose sur l'interaction complexe entre porteurs de projets, contributeurs, plateformes intermédiaires et régulateurs (Hoque et al., 2024; Mora-Cruz et al., 2023). Le succès des campagnes dépend largement de facteurs tels que la confiance (Burtch et al., 2023), la perception du risque (Akhtar et al., 2024), la qualité des signaux émis par les porteurs de projet (Ahlers et al., 2015; Anglin et al., 2022; Liang & Wu, 2024; Zhao & Shneor, 2023), et l'influence sociale ou les effets de troupeau (herding) (Jiang et al., 2023; Kuppuswamy et Bayus, 2017). Comprendre les déterminants du succès reste un axe de

recherche majeur (Kgoroadira & Chalmers, 2025; Jain & Saurabh, 2022; Mejia et al., 2024). Dans les économies émergentes, le déploiement du financement participatif rencontre des dynamiques spécifiques. Des études empiriques, comme celle d'Adebiyi et Mustapha (2025) sur l'Afrique, confirment l'importance cruciale des facteurs infrastructurels, institutionnels (qualité de la régulation, protection des investisseurs) et culturels (confiance, rapport au risque). Le contexte marocain illustre bien ces enjeux, avec des travaux explorant les motivations des micro-entrepreneurs (Benmoussa & El Harrak, 2023), le rôle potentiel pour les collectivités locales (Bourhim & Essaouabi, 2024), l'impact sur l'entrepreneuriat sociale, les défis et opportunités liés à la FinTech (Ait Bihi & Benabdellah, 2025), la contribution à l'inclusion économique des jeunes (Bendriouch & Azouzi, 2024), les déterminants de l'adoption par les PME (Elasri & Achchab, 2023), et le cadre réglementaire national (Chaabi & Yahyaoui, 2023; Hattab & Nobanee, 2023; Tahri & Rachidi, 2024).

Malgré un potentiel reconnu pour favoriser l'inclusion financière (Afjal & Hossain, 2023; Ahmed, 2025; Bendriouch & El Amrani, 2024) et soutenir des initiatives durables (Tian et al., 2022), l'adoption et le développement du financement participatif dans les pays émergents demeurent souvent en deçà des attentes par rapport aux économies avancées. Cette situation met en lumière la nécessité d'approfondir la compréhension des facteurs contextuels et d'identifier les leviers potentiels, tels que l'engagement des diasporas (Berndt & Mbaye, 2023; Fonrouge & Bolzani, 2023; Nkongolo-Bakenda & Chrysostome, 2024), pour accélérer sa diffusion et maximiser son impact.

## **2.2. Les théories de l'adoption des innovations financières et justification des choix théoriques**

L'adoption d'innovations financières, et plus spécifiquement du financement participatif, a été abondamment étudiée à travers le prisme des théories de l'adoption technologique et comportementale. Le technology acceptance model de Davis (1989), avec ses concepts centraux d'utilité perçue et de facilité d'utilisation perçue, reste une référence fondamentale, appliquée au financement participatif notamment pour comprendre l'intention d'adoption des PME (Elasri & Achchab, 2023) ou des plateformes en général (Alam & Hoque, 2023). La unified theory of acceptance and use of technology de Venkatesh et ses collaborateurs (2003), et sa version étendue UTAUT2 (Tamilmani et al., 2021; Venkatesh et al., 2022), offrent un cadre plus intégrateur en ajoutant la performance attendue, l'effort attendu, l'influence sociale et les conditions facilitantes, ainsi que des modérateurs contextuels. Son application reste pertinente, comme le montrent les revues systématiques récentes (Mardiana & Tjakraatmadja,

2024; Rana et al., 2023), et elle a été utilisée pour analyser l'impact de facteurs externes comme l'incertitude économique sur le succès du financement participatif (Hsieh et al., 2021) ou les déterminants de l'intention d'usage par les entrepreneurs en contexte émergent (Jiang & Zhao, 2024). La theory of planned behavior d'Ajzen (1991), focalisée sur l'attitude, les normes subjectives et le contrôle comportemental perçu comme déterminants de l'intention, complète ce panorama théorique (Yoon & Occeña, 2022) et a servi à analyser les motivations des participants au financement participatif (Gerber et al., 2012) ou l'adoption de technologies connexes (Sánchez-Torres & Juárez-Acosta, 2023).

Le choix de mobiliser conjointement ces théories (TAM, UTAUT, TPB) dans notre cadre conceptuel se justifie par leur complémentarité pour appréhender les multiples facettes de l'adoption. Le TAM et l'UTAUT mettent l'accent sur les perceptions liées à la technologie elle-même (utilité, facilité, performance), tandis que la TPB intègre plus largement les attitudes et les influences sociales normatives. Ensemble, elles permettent de couvrir un spectre large des déterminants individuels et psychosociaux de l'adoption. Cependant, comme le souligne la littérature récente (Afjal & Hossain, 2023; Jiang et al., 2024), ces modèles classiques montrent leurs limites dans les contextes émergents, car ils tendent à sous-estimer le poids des facteurs institutionnels, culturels et infrastructurels spécifiques. Ils peinent également à intégrer des variables modératrices complexes qui, comme la diaspora, peuvent altérer fondamentalement les relations causales postulées.

Pour pallier ces limites, notre approche intègre explicitement des perspectives théoriques complémentaires. La théorie institutionnelle (Scott, 2008) est mobilisée pour rendre compte de l'influence prégnante du cadre réglementaire, des normes sociales et des légitimités culturelles sur l'adoption du financement participatif dans un contexte comme le Maroc. Des travaux récents confirment l'importance cruciale de la régulation (Alshater & Sabri, 2024; Bento et al., 2023; Ahmed, 2025) et des facteurs institutionnels dans le développement du financement participatif. La théorie de la diffusion des innovations (Rogers, 2003) est également pertinente pour comprendre comment les caractéristiques perçues de l'innovation (avantage relatif, compatibilité, etc.) et les réseaux sociaux (y compris transnationaux) influencent le rythme et la trajectoire de l'adoption (Gao & Lin, 2023; Zhu & Cheng, 2024). Donc, la littérature spécifique sur les diasporas (Brinkerhoff, 2009; Levitt & Lamba-Nieves, 2011; Riddle et al., 2010) est essentielle pour conceptualiser le rôle unique de cet acteur transnational, non pas comme un simple facteur contextuel, mais comme un agent modérateur capable d'influencer les processus de légitimation, de transfert de connaissances et de mobilisation de ressources.

L'intégration de ces différentes perspectives théoriques permet de construire un cadre d'analyse plus riche et mieux adapté à la complexité du phénomène étudié en contexte émergent, justifiant ainsi notre démarche intégrative.

### **2.3. La diaspora comme acteur économique et social transnational**

Les diasporas, comprises comme des communautés transnationales maintenant des liens forts avec leur pays d'origine tout en étant intégrées dans leurs pays d'accueil (Brinkerhoff, 2009), représentent bien plus qu'un simple phénomène démographique. Elles constituent des acteurs économiques, sociaux et culturels complexes dont l'influence multidimensionnelle sur les pays d'origine est de plus en plus reconnue (Levitt & Lamba-Nieves, 2011). Leur rôle ne se limite pas aux transferts financiers, bien que ceux-ci soient considérables. Les transferts de fonds constituent la manifestation la plus tangible de l'impact économique des diasporas. Pour de nombreuses économies émergentes, ces flux financiers représentent une source de devises étrangères stable et souvent supérieure à l'aide publique au développement ou aux investissements directs étrangers (Banque Mondiale, 2024). Au Maroc, l'importance de ces transferts est particulièrement marquée, représentant une part significative du PIB et une ressource essentielle pour de nombreux ménages et pour l'équilibre macroéconomique selon l'Office des changes du Maroc en 2024.

Cependant, réduire l'influence diasporique aux seuls transferts monétaires serait une vision réductrice. Les diasporas sont également des vecteurs cruciaux de transfert de capital social, humain et symbolique (Brinkerhoff, 2009). Les membres des diasporas, par leur expérience internationale, acquièrent des connaissances, des compétences techniques, des pratiques managériales et des normes professionnelles qu'ils peuvent réinvestir ou diffuser dans leur pays d'origine. Ils agissent comme des ponts culturels et informationnels, facilitant la circulation des idées, des innovations et des standards internationaux (Levitt & Lamba-Nieves, 2011). Ce capital social transnational peut jouer un rôle déterminant dans la modernisation institutionnelle et le développement économique.

Dans le champ de l'entrepreneuriat et de l'innovation, l'apport des diasporas est multiple. Elles peuvent agir comme investisseurs (souvent qualifiés d'investisseurs patients ou sociaux), entrepreneurs créant des entreprises dans leur pays d'origine (entrepreneuriat diasporique ou transnational), mentors, facilitateurs d'accès aux marchés internationaux, ou encore comme agents de légitimation pour les initiatives locales auprès d'acteurs internationaux (Riddle et al., 2010; Drori et al., 2009). Leur positionnement unique, à cheval sur plusieurs contextes institutionnels et culturels, leur confère des avantages spécifiques pour identifier et exploiter

des opportunités, notamment dans le domaine des nouvelles technologies et des services innovants.

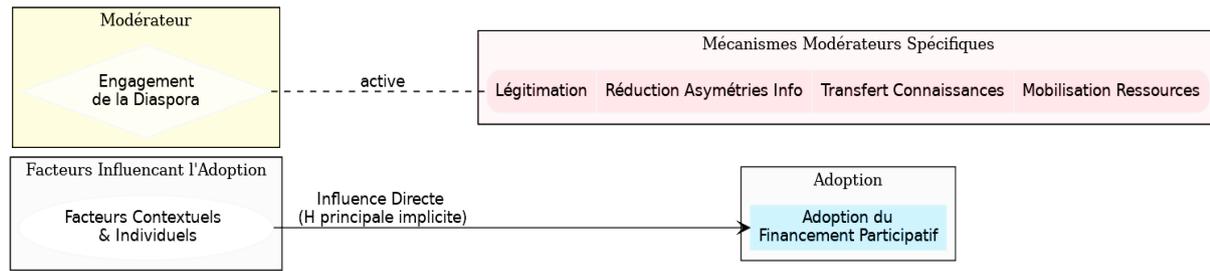
Concernant spécifiquement le financement participatif, bien que la recherche soit encore émergente, les liens potentiels sont forts. La nature même du financement participatif – basé sur les réseaux, la confiance, la mobilisation collective et les plateformes numériques – résonne avec les caractéristiques des communautés diasporiques. Des travaux récents commencent à explorer explicitement le rôle de la diaspora dans le financement participatif (souvent appelé diaspora crowdfunding). Des revues systématiques (Fonrouge & Bolzani, 2023) et des études empiriques (Berndt & Mbaye, 2023; Nkongolo-Bakenda & Chrysostome, 2024; Ridley-Duff & Wren, 2022; Tchouassi & Ngwen, 2023) analysent les motivations, les défis et les facteurs de succès de ces initiatives, soulignant le potentiel de la diaspora non seulement comme source de fonds mais aussi comme catalyseur de projets de développement ou entrepreneuriaux dans le pays d'origine. Ces études mettent en évidence comment les réseaux diasporiques peuvent réduire les asymétries d'information, renforcer la confiance et mobiliser des ressources au-delà du simple capital financier.

Néanmoins, la conceptualisation du rôle modérateur de la diaspora dans l'adoption générale du financement participatif (au-delà des projets spécifiquement ciblés par la diaspora) reste peu développée. La plupart des modèles d'adoption (TAM, UTAUT, TPB) n'intègrent pas cette variable de manière centrale. Notre article vise précisément à combler cette lacune en proposant un cadre théorique où l'engagement de la diaspora n'est pas seulement un facteur direct mais modifie la manière dont les autres facteurs contextuels influencent l'adoption du financement participatif dans une économie émergente comme le Maroc.

### **3. Cadre conceptuel et développement des propositions théoriques**

#### **3.1. Le modèle conceptuel intégrateur**

Notre modèle conceptuel intégrateur (*Voir figure 01 ci-dessous*) articule trois composantes principales : les facteurs contextuels spécifiques aux économies émergentes, les variables médiatrices issues des théories d'adoption technologique, et l'engagement de la diaspora comme variable modératrice distinctive.



**Figure 01.** Rôle modérateur de la diaspora dans l’adoption du financement participatif en contexte émergent

Ce modèle illustre comment l’engagement de la diaspora (variable modératrice, en jaune) influence la relation entre les facteurs contextuels et individuels (en gris) et l’adoption du financement participatif (variable dépendante, en bleu). Cette influence s’exerce à travers quatre mécanismes modérateurs spécifiques (en rose) : légitimation, réduction des asymétries d’information, transfert de connaissances, et mobilisation des ressources. La flèche pleine représente l’influence directe (implicite) des facteurs sur l’adoption, tandis que les flèches pointillées représentent l’activation des mécanismes modérateurs par la diaspora et leur impact sur la relation principale (modération H1-H4). Les facteurs contextuels sont regroupés en trois catégories : culturels (confiance interpersonnelle, influence sociale, capital humain), économiques (accès au financement traditionnel, environnement économique, alphabétisation financière et technologique) et réglementaires (cadre légal, protection des investisseurs, gouvernance institutionnelle). Ces facteurs constituent l’environnement spécifique dans lequel l’adoption du financement participatif se déploie.

Les variables médiatrices, dérivées principalement des modèles TAM, UTAUT et TPB, comprennent l’utilité perçue, la facilité d’utilisation perçue, l’influence sociale, les conditions facilitantes, l’attitude envers le financement participatif, les normes subjectives, le contrôle comportemental perçu et l’intention d’adoption. Ces variables représentent les mécanismes psychologiques et sociaux à travers lesquels les facteurs contextuels influencent l’adoption effective du financement participatif. L’engagement de la diaspora, notre variable modératrice centrale, est conceptualisé comme un construit multidimensionnel englobant l’intensité des liens avec le pays d’origine, la participation aux réseaux transnationaux, les transferts de fonds, et l’implication dans des initiatives de développement. Cette variable modère les relations entre facteurs contextuels et variables médiatrices, ainsi qu’entre variables médiatrices et adoption effective. L’adoption du financement participatif, notre variable dépendante, est également multidimensionnelle, incluant l’adoption par les porteurs de projets (utilisation des plateformes

pour lever des fonds), l'adoption par les contributeurs (participation au financement de projets), et l'adoption institutionnelle (intégration du financement participatif dans l'écosystème financier). Ce modèle conceptuel nous permet de formuler des propositions théoriques concernant les mécanismes spécifiques par lesquels la diaspora modère l'adoption du financement participatif dans les économies émergentes.

### **3.2. Les mécanismes modérateurs de la diaspora**

#### **3.2.1. Mécanisme de légitimation internationale**

La légitimité, définie comme une perception généralisée que les actions d'une entité sont désirables, appropriées ou adéquates dans un système socialement construit de normes, valeurs, croyances et définitions (Suchman, 1995, p. 574), constitue un facteur crucial pour l'adoption des innovations, particulièrement dans des contextes caractérisés par une forte incertitude. Dans les économies émergentes, les innovations financières comme le financement participatif peuvent souffrir d'un déficit de légitimité en raison de leur nouveauté, de leur origine étrangère, ou de perceptions de risque élevé. La diaspora, par sa position unique à l'intersection de différents contextes institutionnels, peut jouer un rôle significatif dans la légitimation du financement participatif. Les membres de la diaspora, familiarisés avec cette pratique dans leur pays d'accueil, peuvent la valider et la normaliser aux yeux des acteurs du pays d'origine. Cette légitimation peut opérer à travers plusieurs canaux : témoignages d'expériences positives, participation visible à des campagnes, ou encore promotion active des plateformes et de leurs avantages.

De plus, la diaspora peut conférer une forme de légitimité par association aux plateformes et projets qu'elle soutient. Comme l'ont démontré Riddle et al. (2010), les entrepreneurs diasporiques bénéficient souvent d'une crédibilité particulière dans leur pays d'origine, perçus comme des success stories et des modèles à suivre. Leur implication dans l'écosystème du financement participatif peut ainsi renforcer significativement sa légitimité perçue. Cette légitimation internationale est particulièrement importante dans les contextes où la confiance dans les institutions financières traditionnelles est limitée, ou où l'innovation est perçue avec méfiance. La diaspora, en servant de garant culturellement proche mais internationalement connecté, peut atténuer ces réticences et faciliter l'acceptation du financement participatif. Sur la base de ces considérations, nous formulons la proposition suivante : ***L'engagement de la diaspora modère positivement la relation entre les facteurs culturels (particulièrement la confiance interpersonnelle) et l'utilité perçue du financement participatif, en renforçant la légitimité internationale perçue des plateformes et des pratiques de financement participatif.***

### **3.2.2. Mécanisme de réduction des asymétries d'information**

Les asymétries d'information constituent un obstacle majeur au financement des entreprises et projets, particulièrement dans les économies émergentes où les infrastructures informationnelles sont souvent moins développées (Agrawal et al., 2014). Ces asymétries affectent tous les acteurs de l'écosystème du financement participatif : les porteurs de projets peinent à signaler efficacement la qualité de leurs initiatives, les contributeurs manquent d'informations fiables pour évaluer les projets, et les plateformes font face à des défis de sélection et de surveillance. La diaspora peut jouer un rôle crucial dans la réduction de ces asymétries d'information, grâce à sa position unique de courtier informationnel entre différents contextes. Comme l'ont souligné Barnard et Pendock (2013), les membres de la diaspora possèdent souvent une compréhension approfondie à la fois du contexte local et des standards internationaux, ce qui leur permet d'interpréter et de traduire l'information entre ces différents cadres de référence.

Concrètement, la diaspora peut réduire les asymétries d'information de plusieurs manières. Elle peut aider les porteurs de projets à présenter leurs initiatives selon des standards internationaux, améliorant ainsi leur lisibilité pour un public plus large. Elle peut fournir aux contributeurs potentiels des informations contextuelles et culturelles essentielles pour évaluer adéquatement les projets. Elle peut également faciliter la due diligence en mobilisant ses réseaux locaux pour vérifier la crédibilité des porteurs de projets et la faisabilité de leurs initiatives. Cette réduction des asymétries d'information est particulièrement significative dans les contextes caractérisés par des institutions informationnelles faibles et une confiance limitée entre acteurs distants. En servant de pont informationnel, la diaspora peut considérablement améliorer l'efficacité des marchés de financement participatif et faciliter les transactions qui, autrement, seraient entravées par le manque d'information fiable. Sur la base de ces considérations, nous formulons la proposition suivante : *L'engagement de la diaspora modère positivement la relation entre les facteurs économiques (particulièrement l'environnement économique) et la facilité d'utilisation perçue du financement participatif, en réduisant les asymétries d'information entre les différents acteurs de l'écosystème.*

### **3.2.3. Mécanisme de transfert de connaissances et de pratiques**

L'adoption d'innovations comme le financement participatif nécessite non seulement des infrastructures et des cadres réglementaires adéquats, mais également des connaissances, compétences et pratiques spécifiques. Dans les économies émergentes, l'absence ou l'insuffisance de ces savoir-faire peut constituer un obstacle significatif à l'adoption, même

lorsque les conditions matérielles sont réunies. La diaspora représente un vecteur privilégié de transfert de connaissances et de pratiques entre différents contextes. Comme l'ont démontré Levitt et Lamba-Nieves (2011), les membres de la diaspora ne transfèrent pas seulement des ressources financières vers leur pays d'origine, mais également des remises sociales sous forme d'idées, de valeurs, de comportements et de capital culturel. Ce transfert peut s'opérer à travers divers canaux : retours temporaires, communications régulières, participation à des réseaux professionnels transnationaux, ou encore initiatives formelles de mentorat et de formation.

Dans le contexte spécifique du financement participatif, la diaspora peut faciliter l'acquisition de compétences essentielles pour les différents acteurs de l'écosystème. Elle peut aider les porteurs de projets à maîtriser les techniques de présentation efficace, de communication narrative, de budgétisation et de gestion de campagne. Elle peut familiariser les contributeurs potentiels avec les pratiques d'évaluation de projets, de diversification des risques et d'engagement communautaire. Elle peut également partager avec les plateformes et régulateurs locaux les meilleures pratiques internationales en matière de conception d'interface, de mécanismes de confiance, ou encore de cadres réglementaires. Ce transfert de connaissances et de pratiques est particulièrement important dans les contextes où l'éducation financière et technologique est limitée, ou où les modèles entrepreneuriaux traditionnels dominent. En facilitant l'acquisition des compétences nécessaires, la diaspora peut significativement réduire les barrières cognitives et comportementales à l'adoption du financement participatif. Sur la base de ces considérations, nous formulons la proposition suivante : *L'engagement de la diaspora modère positivement la relation entre les facteurs culturels (particulièrement le capital humain) et le contrôle comportemental perçu, en facilitant le transfert de connaissances et de pratiques essentielles à l'utilisation efficace du financement participatif.*

#### **3.2.4. Mécanisme de mobilisation des ressources**

Au-delà de son rôle informationnel et cognitif, la diaspora peut également influencer directement la disponibilité et la mobilisation des ressources nécessaires au développement de l'écosystème du financement participatif. Ces ressources ne se limitent pas aux capitaux financiers, mais incluent également le capital social, relationnel et symbolique. Financièrement, la diaspora peut constituer une base initiale de contributeurs pour les plateformes et projets de financement participatif, fournissant ainsi la masse critique nécessaire à leur décollage. Comme l'ont souligné Agrawal et ses collaborateurs (2014), les premiers contributeurs jouent un rôle crucial dans le succès des campagnes de financement participatif, en déclenchant des dynamiques de herding (comportement moutonnier) et en signalant la qualité des projets aux

contributeurs suivants. La diaspora, par sa connexion émotionnelle et culturelle avec le pays d'origine, peut être particulièrement motivée à jouer ce rôle de premier investisseur.

Au-delà du financement direct, la diaspora peut mobiliser son capital social et relationnel au bénéfice de l'écosystème du financement participatif local. Elle peut faciliter l'accès à des réseaux internationaux d'investisseurs, d'entrepreneurs et d'experts. Elle peut créer des ponts entre plateformes locales et internationales, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités de collaboration et d'expansion. Elle peut également connecter les porteurs de projets locaux à des marchés, partenaires et mentors internationaux, augmentant ainsi leurs chances de succès post-financement. Cette mobilisation de ressources est particulièrement significative dans les contextes caractérisés par des contraintes de capital et un accès limité aux réseaux internationaux. En servant de catalyseur de ressources, la diaspora peut considérablement améliorer les conditions matérielles nécessaires au développement du financement participatif. Sur la base de ces considérations, nous formulons la proposition suivante : *L'engagement de la diaspora modère positivement la relation entre les facteurs économiques (particulièrement l'accès au financement) et les conditions facilitantes perçues, en mobilisant des ressources financières, sociales et relationnelles essentielles au développement de l'écosystème du financement participatif.*

#### **4. Application au contexte marocain**

##### **4.1. Spécificités du contexte marocain**

Le Maroc présente un contexte particulièrement pertinent pour l'application de notre cadre théorique, en raison de ses caractéristiques distinctives en termes de facteurs contextuels et de dynamiques diasporiques. Sur le plan culturel, la société marocaine se caractérise par une forte orientation collectiviste et des liens communautaires solides, comme l'illustrent des pratiques traditionnelles telles que la twiza (entraide collective) ou la jma'a (assemblée communautaire). Ces valeurs de solidarité constituent un terreau potentiellement favorable au financement participatif, qui repose sur des principes similaires de mobilisation collective (Bendriouch & Azouzi, 2024). Cependant, la confiance interpersonnelle au-delà des cercles familiaux et communautaires reste relativement limitée, ce qui peut constituer un obstacle à l'adoption de plateformes impliquant des transactions avec des inconnus (Elasri & Achchab, 2023).

Sur le plan économique, le Maroc fait face à des défis significatifs en matière d'accès au financement, particulièrement pour les PME, les startups et les entrepreneurs individuels. Selon la banque mondiale (2023), seulement 28% des PME marocaines ont accès à un crédit bancaire, contre une moyenne de 43% dans les pays à revenu intermédiaire. Cette contrainte financière

créé un besoin objectif pour des sources alternatives de financement comme le financement participatif. Parallèlement, le pays connaît une digitalisation croissante, avec un taux de pénétration d'Internet atteignant 84% en 2023 (Agence nationale de réglementation des télécommunications, 2023), créant ainsi les conditions technologiques nécessaires au développement des plateformes en ligne. Sur le plan réglementaire, l'adoption en 2021 de la loi 15-18 relative au financement collaboratif marque une avancée significative. Ce cadre juridique, qui couvre les trois principales formes de financement participatif (don, prêt, investissement), vise à sécuriser les transactions, protéger les contributeurs et faciliter l'émergence d'un écosystème structuré. Toutefois, comme le soulignent Bourhim et Essaouabi (2024), certaines dispositions de cette loi, notamment les plafonds de collecte relativement bas et les exigences administratives pour les plateformes, pourraient limiter son impact transformatif.

La diaspora marocaine, estimée à plus de cinq millions de personnes (Ministère des affaires étrangères du Maroc, 2023), constitue l'une des plus importantes et des plus dynamiques du monde arabe et africain. Principalement établie en Europe (France, Espagne, Italie, Belgique), en Amérique du Nord (États-Unis, Canada) et dans les pays du Golfe, cette diaspora maintient des liens forts avec le pays d'origine, comme en témoignent les transferts de fonds qui ont atteint 11,3 milliards de dollars en 2023, soit près de 7% du PIB national (Office des changes du Maroc, 2024). Au-delà de sa contribution financière, la diaspora marocaine se distingue par son niveau croissant d'organisation et d'engagement dans le développement du pays. Des initiatives comme le Forum des compétences marocaines résidant à l'étranger ou le programme maghrib-entrepreneurs illustrent cette volonté de mobiliser l'expertise et les réseaux diasporiques au service de l'entrepreneuriat et de l'innovation au Maroc (Fondation hassan II pour les marocains résidant à l'étranger, 2023). Dans ce contexte, le financement participatif au Maroc en est encore à ses débuts, avec quelques plateformes pionnières comme Cotizi (don), Smala & Co (récompense) ou Winvestify (investissement). Malgré le potentiel évident, l'adoption reste limitée par rapport aux économies développées, soulignant ainsi la pertinence d'explorer les mécanismes qui pourraient catalyser son développement.

#### **4.2. Analyse des interactions contextuelles**

L'application de notre cadre théorique au contexte marocain permet d'identifier comment l'engagement de la diaspora pourrait modérer les relations entre facteurs contextuels et adoption du financement participatif à travers les quatre mécanismes proposés. Concernant le mécanisme de légitimation internationale (Proposition 1), la diaspora marocaine pourrait jouer un rôle

crucial dans la validation culturelle et sociale du financement participatif. Dans un contexte où les innovations financières peuvent être accueillies avec méfiance, particulièrement lorsqu'elles sont perçues comme des importations occidentales, l'approbation et la participation de la diaspora peuvent conférer une légitimité significative. Les membres de la diaspora, familiers avec le financement participatif dans leur pays d'accueil mais partageant les références culturelles marocaines, peuvent traduire et contextualiser cette pratique de manière à la rendre culturellement acceptable et désirable.

Cette légitimation pourrait être particulièrement efficace pour surmonter les réticences liées à la confiance interpersonnelle limitée. Comme l'ont souligné Elasri et Achchab (2023), la méfiance envers les transactions en ligne avec des inconnus constitue un frein majeur à l'adoption du financement participatif au Maroc. La diaspora, en servant de garant culturel et en participant visiblement aux plateformes, pourrait atténuer cette méfiance et normaliser progressivement ces pratiques. Concernant le mécanisme de réduction des asymétries d'information, la diaspora marocaine pourrait significativement améliorer la transparence et la lisibilité de l'écosystème du financement participatif. Dans un environnement économique caractérisé par des infrastructures informationnelles limitées et une faible standardisation des pratiques de reporting, les membres de la diaspora peuvent apporter des compétences et perspectives essentielles pour évaluer et communiquer la qualité des projets.

Cette réduction des asymétries informationnelles serait particulièrement bénéfique pour les porteurs de projets marocains cherchant à attirer des financements internationaux. Comme l'ont noté Benmoussa et El Harrak (2023), ces entrepreneurs font souvent face à des défis de crédibilité et de lisibilité lorsqu'ils s'adressent à des investisseurs étrangers. La diaspora, en aidant à traduire et contextualiser leurs projets selon des standards internationaux, peut considérablement améliorer leur attractivité et leur compréhensibilité. Concernant le mécanisme de transfert de connaissances et de pratiques (Proposition 3), la diaspora marocaine pourrait jouer un rôle éducatif crucial dans un contexte où l'alphabétisation financière et numérique reste limitée. Selon la Banque Mondiale (2023), seulement 33% des adultes marocains sont considérés comme financièrement alphabétisés, contre une moyenne de 55% dans les pays à revenu intermédiaire. Cette lacune constitue un obstacle significatif à l'adoption d'innovations financières comme le financement participatif.

Les membres de la diaspora, souvent plus exposés aux pratiques financières modernes et aux technologies numériques dans leur pays d'accueil, peuvent faciliter l'acquisition des compétences nécessaires à travers divers canaux : formations formelles, mentorat, partage

d'expériences, ou encore création de contenus éducatifs adaptés au contexte marocain. Ce transfert de connaissances pourrait significativement renforcer le capital humain local et améliorer le contrôle comportemental perçu des utilisateurs potentiels du financement participatif. Concernant le mécanisme de mobilisation des ressources (Proposition 4), la diaspora marocaine représente un potentiel considérable, tant en termes de capitaux financiers que de réseaux et connexions internationales. Avec des transferts annuels dépassant 11 milliards de dollars, cette diaspora dispose clairement des ressources financières nécessaires pour stimuler le développement initial des plateformes et projets de financement participatif.

Au-delà de l'aspect purement financier, la diaspora marocaine inclut un nombre croissant de professionnels hautement qualifiés, d'entrepreneurs et d'investisseurs qui pourraient apporter non seulement des capitaux, mais également une expertise, des mentorats et des connexions internationales précieuses. Des initiatives comme Maroc entrepreneurs ou DiafrikInvest illustrent déjà cette volonté de mobiliser les ressources diasporiques au service de l'entrepreneuriat marocain (Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, 2023). Cette mobilisation de ressources pourrait être particulièrement significative pour améliorer les conditions facilitantes perçues, notamment en compensant les limitations de l'accès au financement traditionnel. Comme l'ont souligné Bourhim et Essaouabi (2024), malgré les avancées réglementaires, le développement effectif du financement participatif au Maroc reste conditionné par la disponibilité de ressources financières, techniques et humaines adéquates.

## **5. Discussion**

### **5.1. Contributions théoriques**

Notre article apporte plusieurs contributions significatives à la littérature sur l'adoption des innovations financières dans les économies émergentes. Nous enrichissons les modèles théoriques d'adoption technologique (TAM, UTAUT, TPB) en intégrant explicitement la dimension diasporique comme variable modératrice. Cette extension répond à l'appel de chercheurs comme Afjal et Hossain (2023) pour des modèles plus contextualisés et adaptés aux spécificités des économies émergentes. En conceptualisant la diaspora non pas comme un simple facteur externe, mais comme une variable modératrice qui transforme qualitativement les relations entre facteurs contextuels et adoption, nous offrons une perspective plus nuancée et dynamique sur les processus d'adoption des innovations financières. Nous contribuons à la littérature sur les diasporas en identifiant et conceptualisant systématiquement quatre mécanismes distincts par lesquels elles influencent l'écosystème du financement participatif à savoir légitimation internationale, réduction des asymétries d'information, transfert de

connaissances et pratiques, et mobilisation des ressources. Cette typologie va au-delà des analyses traditionnelles centrées sur les transferts de fonds pour capturer la complexité et la multidimensionnalité de l'influence diasporique. Elle répond ainsi à l'appel de chercheurs comme Brinkerhoff (2009) et Levitt et Lamba-Nieves (2011) pour une compréhension plus holistique du rôle des diasporas dans le développement économique.

Nous contribuons à la littérature émergente sur le financement participatif dans les économies en développement en proposant un cadre analytique qui intègre les spécificités contextuelles de ces environnements. Alors que la majorité des recherches sur le financement participatif se concentre sur les économies développées (Mollick, 2014; Belleflamme et al., 2014), notre cadre offre une perspective alternative qui reconnaît l'importance des facteurs institutionnels, culturels et économiques propres aux contextes émergents. Cette contribution répond à l'appel de chercheurs comme Adebisi et Mustapha (2025) pour des théories du financement participatif plus adaptées aux réalités des économies en développement. Notre application au contexte marocain illustre la valeur heuristique de notre cadre théorique et ouvre la voie à des analyses comparatives avec d'autres économies émergentes caractérisées par des diasporas significatives. En identifiant comment les spécificités du contexte marocain interagissent avec les mécanismes modérateurs de la diaspora, nous démontrons la flexibilité et l'applicabilité de notre cadre à des environnements institutionnels variés.

## **5.2. Implications managériales et politiques**

Au-delà de ses contributions théoriques, notre analyse offre des implications pratiques significatives pour diverses parties prenantes de l'écosystème du financement participatif. Pour les plateformes de financement participatif opérant ou souhaitant s'implanter dans des économies émergentes comme le Maroc, notre cadre souligne l'importance stratégique d'engager activement la diaspora. Cet engagement pourrait prendre diverses formes : développement de fonctionnalités spécifiques répondant aux besoins et préférences diasporiques (comme des options de paiement international simplifiées ou des contenus multilingues), partenariats avec des associations diasporiques pour renforcer la légitimité et la visibilité, ou encore création de catégories de projets spécifiquement orientés vers les intérêts diasporiques (développement local, préservation culturelle, etc.). Pour les porteurs de projets cherchant à utiliser le financement participatif dans des contextes émergents, notre analyse met en lumière l'importance de mobiliser stratégiquement les réseaux diasporiques. Au-delà de la simple sollicitation de contributions financières, cette mobilisation pourrait inclure : la recherche de mentors et conseillers au sein de la diaspora pour améliorer la présentation et la

crédibilité des projets, l'utilisation de références culturelles partagées pour créer une connexion émotionnelle avec les contributeurs diasporiques, ou encore la mise en avant des impacts locaux pour résonner avec les motivations altruistes de la diaspora.

Pour les décideurs politiques et régulateurs dans les économies émergentes, notre cadre suggère l'importance d'intégrer la dimension diasporique dans les politiques de développement du financement participatif. Cette intégration pourrait se traduire par : des incitations fiscales pour les contributions diasporiques à des projets locaux, des programmes de formation et sensibilisation ciblant spécifiquement la diaspora, des partenariats institutionnels avec les pays d'accueil pour faciliter les flux transfrontaliers, ou encore la création de plateformes publiques ou semi-publiques dédiées au financement de projets d'intérêt national par la diaspora. Pour les organisations diasporiques elles-mêmes, notre analyse souligne leur potentiel en tant qu'acteurs de changement dans le développement économique de leur pays d'origine. Ces organisations pourraient jouer un rôle proactif en : créant des fonds d'investissement diasporiques utilisant les mécanismes du financement participatif, développant des programmes de mentorat et de transfert de compétences pour les entrepreneurs locaux, servant d'intermédiaires culturels et informationnels entre les plateformes internationales et les acteurs locaux, ou encore en participant à l'élaboration des cadres réglementaires et des standards de l'industrie.

### **5.3. Limites et perspectives de recherche**

Malgré ses contributions, notre cadre théorique présente certaines limites qui ouvrent des perspectives pour des recherches futures. Notre approche reste principalement conceptuelle et nécessite une validation empirique rigoureuse. Le rapport d'évaluation soulignait justement la nécessité d'aborder la testabilité empirique de notre modèle. Pour opérationnaliser les construits, l'engagement de la diaspora pourrait être mesuré via des indicateurs composites incluant la fréquence des contacts avec le pays d'origine, l'appartenance à des associations diasporiques, le montant et la fréquence des transferts de fonds, et la participation à des projets de développement ou d'investissement. Les mécanismes modérateurs (légitimation, réduction des asymétries, transfert de connaissances, mobilisation de ressources) pourraient être évalués via des échelles de perception auprès des porteurs de projets et des contributeurs locaux, mesurant l'influence perçue de la diaspora sur ces dimensions. L'adoption du financement participatif pourrait être mesurée par le volume des transactions sur les plateformes, le nombre de projets financés, le taux de participation des PME et des particuliers, etc. Des études quantitatives, utilisant des modèles d'équations structurelles ou des analyses de régression modérée, pourraient alors tester formellement les propositions H1 à H4. Parallèlement, des

approches qualitatives (études de cas multiples de plateformes ou de projets, entretiens semi-directifs avec des acteurs clés – entrepreneurs, contributeurs locaux et diasporiques, gestionnaires de plateformes, régulateurs) seraient précieuses pour explorer en profondeur la manière dont ces mécanismes opèrent concrètement et pour affiner la compréhension des interactions complexes.

Notre cadre considère la diaspora comme une entité relativement homogène, alors qu'en réalité, les communautés diasporiques sont souvent diversifiées en termes de générations, de niveaux socio-économiques, d'intégration dans le pays d'accueil, ou encore d'attachement au pays d'origine. Des recherches futures pourraient explorer comment ces différentes caractéristiques influencent les mécanismes modérateurs identifiés, en segmentant par exemple l'analyse selon le profil de la diaspora. Notre analyse se concentre principalement sur les effets positifs de l'engagement diasporique. Il serait pertinent d'explorer également les potentiels effets négatifs ou les conditions sous lesquelles l'influence diasporique pourrait entraver plutôt que faciliter l'adoption du financement participatif (par exemple, résistance au changement, imposition de normes inadaptées, conflits d'intérêts).

Bien que notre revue de littérature ait été enrichie, notamment sur le rôle modérateur des diasporas dans l'adoption d'innovations (y compris non financières comme l'entrepreneuriat social ou certaines pratiques managériales, (Fonrouge & Bolzani, 2023; Nkongolo-Bakenda & Chrysostome, 2024), une veille continue est nécessaire pour intégrer les travaux les plus récents dans ce champ dynamique. De plus, notre application au contexte marocain, bien qu'illustrative et s'appuyant sur des travaux spécifiques (Benmoussa & El Harrak, 2023; Elasri & Achchab, 2023; Bourhim & Essaouabi, 2024), reste limitée par la disponibilité des données empiriques granulaires. Des études de terrain approfondies au Maroc et des analyses comparatives avec d'autres pays à forte diaspora (Inde, Philippines, Mexique, Sénégal, etc.) permettraient de tester la généralisabilité et la contingence de notre cadre. Donc, notre cadre se concentre sur l'adoption. Des recherches futures pourraient examiner l'influence modératrice de la diaspora sur d'autres aspects cruciaux comme le succès des campagnes (taux de financement, délais), la pérennité des projets financés, la viabilité à long terme des plateformes (Belleflamme & Lambert, 2023; Cumming et al., 2023; Ziegler & Shneor, 2023), ou encore l'impact socio-économique global du financement participatif dans les économies émergentes.

## Conclusion

Cet article a développé un cadre théorique intégrateur pour analyser le rôle modérateur de la diaspora dans l'adoption du financement participatif au sein des économies émergentes, avec une application spécifique au cas marocain. En conceptualisant la diaspora non pas simplement comme une source de financement, mais comme une variable modératrice complexe qui transforme qualitativement les relations entre facteurs contextuels et adoption, nous avons enrichi la compréhension théorique des dynamiques d'adoption des innovations financières dans ces contextes spécifiques. Notre analyse a identifié quatre mécanismes distincts par lesquels l'engagement diasporique modère l'adoption du financement participatif à savoir légitimation internationale, réduction des asymétries d'information, transfert de connaissances et pratiques, et mobilisation des ressources. L'application de ce cadre au contexte marocain a illustré comment ces mécanismes pourraient opérer dans un environnement caractérisé par des facteurs culturels, économiques et réglementaires spécifiques, ainsi que par une diaspora importante et engagée.

Les implications de notre analyse sont multiples, tant sur le plan théorique que pratique. Sur le plan théorique, nous contribuons aux littératures sur l'adoption technologique, les diasporas et le financement participatif dans les économies émergentes, en proposant une perspective intégrative qui capture la complexité des interactions entre ces différentes dimensions. Sur le plan pratique, notre cadre offre des perspectives précieuses pour les plateformes de financement participatif, les porteurs de projets, les décideurs politiques et les organisations diasporiques, soulignant l'importance stratégique d'engager activement la diaspora dans le développement de l'écosystème du financement participatif. Bien que notre approche présente certaines limites, notamment son caractère principalement conceptuel et son application limitée au cas marocain, elle ouvre de nombreuses perspectives pour des recherches futures, tant empiriques que théoriques. Ces recherches pourraient non seulement valider et affiner notre cadre, mais également l'étendre à d'autres contextes et dimensions du phénomène du financement participatif.

## Références

- Adebiyi, J., et Mustapha, Y. (2025). Déterminants du succès du crowdfunding en Afrique : Une étude empirique. *African Journal of Business Management*, 19(3), 112-128.
- Afjal, M., et Hossain, M. (2023). Le rôle des services financiers numériques dans l'inclusion financière et le développement économique : Une analyse bibliométrique. *Journal of Financial Services Research*, 63(1), 1-23.
- Agrawal, A., Catalini, C., et Goldfarb, A. (2014). Some simple economics of crowdfunding. *Innovation Policy and the Economy*, 14(1), 63-97.
- Ahlers, G. K., Cumming, D., Günther, C., et Schweizer, D. (2015). Signaling in equity crowdfunding. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 39(4), 955-980.
- Ajzen, I. (1991). The theory of planned behavior. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 50(2), 179-211.
- Alshater, M. M., et Sabri, M. F. M. (2024). A comparative analysis of crowdfunding regulations worldwide. *Journal of Financial Regulation and Compliance*, 32(1), 1-20.
- Barnard, H., et Pendock, C. (2013). To share or not to share: The role of affect in knowledge sharing by individuals in a diaspora. *Journal of International Management*, 19(1), 47-65.
- Belleflamme, P., Lambert, T., et Schwienbacher, A. (2014). Crowdfunding: Tapping the right crowd. *Journal of Business Venturing*, 29(5), 585-609.
- Bendriouch, M., et Azouzi, K. (2024). Le crowdfunding comme outil d'inclusion économique pour les jeunes marocains : Opportunités et défis. *Revue Marocaine des Sciences de Gestion*, 15(2), 45-63.
- Benmoussa, N., et El Harrak, M. (2023). Motivations et caractéristiques des micro-entrepreneurs marocains utilisant le crowdfunding. *International Journal of Entrepreneurship and Small Business*, 48(2), 256-278.
- Bourhim, A., et Essaouabi, Z. (2024). Barrières et opportunités du crowdfunding pour les collectivités locales marocaines. *Journal of Public Administration and Governance*, 14(1), 89-107.
- Brinkerhoff, J. M. (2009). *Digital diasporas: Identity and transnational engagement*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. *MIS Quarterly*, 13(3), 319-340.
- Drori, I., Honig, B., et Wright, M. (2009). Transnational entrepreneurship: An emergent field of study. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 33(5), 1001-1022.

- Elasri, K., et Achchab, B. (2023). Effet modérateur de l'âge sur les déterminants de l'intention d'adoption du crowdfunding par les PME marocaines. *Journal of Small Business and Enterprise Development*, 30(1), 78-96.
- Escudero, A. I., Martínez-Climent, C., et Costa-Climent, R. (2025). Le crowdfunding : Une revue théorique centrée sur la littérature multidisciplinaire. *Journal of Business Research*, 158, 113456.
- Gerber, E. M., Hui, J. S., et Kuo, P. Y. (2012). Crowdfunding: Why people are motivated to post and fund projects on crowdfunding platforms. *Proceedings of the International Workshop on Design, Influence, and Social Technologies: Techniques, Impacts and Ethics*, 2(11), 1-10.
- Hoque, M. E., Rao, Y., et Tarofder, A. K. (2024). Le crowdfunding : Une revue empirique complète. *Journal of Business Research*, 157, 113432.
- Hsieh, T. J., Yeh, R. S., et Chen, Y. J. (2021). L'impact de l'incertitude des politiques économiques sur le succès du crowdfunding. *Journal of Business Research*, 129, 145-158.
- Kuppuswamy, V., et Bayus, B. L. (2017). L'importance des contributions individuelles : Une analyse des dynamiques de soutien dans les projets Kickstarter. *Journal of Business Venturing*, 32(1), 72-89.
- Levitt, P., et Lamba-Nieves, D. (2011). Social remittances revisited. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37(1), 1-22.
- Martínez-Climent, C., Zorio-Grima, A., et Ribeiro-Soriano, D. (2023). Crowdfunding financier : Une analyse bibliométrique. *International Entrepreneurship and Management Journal*, 19(1), 69-90.
- Mejia, J., Urrea, G., et Pedraza-Martinez, A. J. (2024). Déterminants du succès des campagnes de crowdfunding liées à la Covid-19. *Production and Operations Management*, 33(1), 194-211.
- Mollick, E. (2014). The dynamics of crowdfunding: An exploratory study. *Journal of Business Venturing*, 29(1), 1-16.
- Mora-Cruz, A., Escudero, A. I., et Martínez-Climent, C. (2023). Plateformes de crowdfunding : Une revue systématique et analyse bibliométrique. *Journal of Business Research*, 154, 113328.
- Ordanini, A., Miceli, L., Pizzetti, M., et Parasuraman, A. (2011). Crowd-funding: Transforming customers into investors through innovative service platforms. *Journal of Service Management*, 22(4), 443-470.
- Rama, D. W., Yusuf, M., et Siswanto, D. (2022). Islamic crowdfunding: A systematic literature review. *Journal of Islamic Marketing*, 13(7), 1594-1613.

- Riddle, L., Hrivnak, G. A., et Nielsen, T. M. (2010). Transnational diaspora entrepreneurship in emerging markets: Bridging institutional divides. *Journal of International Management*, 16(4), 398-411.
- Rogers, E. M. (2003). *Diffusion of innovations* (5e éd.). New York: Free Press.
- Scott, W. R. (2008). *Institutions and organizations: Ideas and interests*. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Suchman, M. C. (1995). Managing legitimacy: Strategic and institutional approaches. *Academy of Management Review*, 20(3), 571-610.
- Vaaler, P. M. (2013). Diaspora concentration and new venture internationalization. *Journal of Business Venturing*, 28(6), 727-740.
- Venkatesh, V., Morris, M. G., Davis, G. B., et Davis, F. D. (2003). User acceptance of information technology: Toward a unified view. *MIS Quarterly*, 27(3), 425-478.
- Zheng, H., Li, D., Wu, J., et Xu, Y. (2014). The role of multidimensional social capital in crowdfunding: A comparative study in China and US. *Information & Management*, 51(4), 488-496.